

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

*Pour diffusion immédiate*

# La Caisse de dépôt et placement du Québec doit se retirer de tout projet éventuellement lié à GNL/Gazoduq

**Montréal, Québec, Saguenay, Rouyn-Noranda, le 4 juin 2021** - Suite aux révélations de l'[Institut de recherche et d'informations socio-économique \(IRIS\)](#), les groupes citoyens et environnementaux et la coalition Sortons la Caisse du carbone **dénoncent la participation financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans Fluxys**, une entreprise belge qui serait l'investisseur désigné comme opérateur [du projet d'usine de regazéification Hanseatic Energy Hub](#) en Allemagne, avec qui GNL Québec a annoncé hier un « partenariat stratégique ».

En y investissant, la CDPQ se rend **complice** d'un projet qui **freinerait la transition énergétique** des marchés visés tel que clairement évoqué par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement ([BAPE](#)) dans son rapport dévastateur déposé en mars dernier.

« Après tout ce qu'on a appris sur les impacts néfastes du projet GNL Québec/Gazoduq sur le climat, la biodiversité, l'industrie touristique locale et les tarifs d'hydroélectricité des Québécois.e.s, voilà maintenant qu'on utiliserait en plus l'argent de leur bas de laine pour investir dans une énergie qui sera **reléguée aux oubliettes** d'ici quelques années. La CDPQ fait preuve d'un grave manque de vision qui coûtera cher à la population québécoise », affirme **Alice-Anne Simard, directrice générale de Nature Québec.**

« Cet investissement financier de la caisse dans Fluxys, partenaire d'un éventuel client de GNL Québec, s'ajoute au manque à gagner de **\$10 milliards** que les abonné.e.s d'Hydro-Québec auraient à assumer sur leur facture d'électricité pour transporter, liquéfier et exporter du gaz de facturation qui serait une catastrophe pour le climat », mentionne **Camille-Amélie Koziej Lévesque, co-porte parole de la Coalition Fjord.**

« La Caisse a beau annoncer des réductions d'intensité carbone par dollar investi, il demeure que ses investissements continuent de pérenniser notre dépendance au gaz, qui est une énergie fossile. Nos rapports démontrent des pertes chroniques de la Caisse dans ces énergies. Perdre de l'argent tout en retardant les solutions urgentes à la crise climatique, c'est perdre deux fois », explique **Mélanie Busby, porte-parole de la Coalition Sortons la caisse du Carbone.**

La Coalition Sortons la Caisse du Carbone rappelle qu'au 31 décembre 2020, et sur une période de 10 ans, [la CDPQ aurait perdu environ 16,2 G\\$ dans les énergies fossiles par rapport au rendement moyen des marchés](#), et cela, pour ses 50 principaux investissements dans ce secteur.

« Dans un contexte où même l'[Agence internationale de l'énergie](#) prévient qu'il faut éviter tout nouvel investissement dans de nouveaux projets d'approvisionnement en combustibles

fossiles (pétrole, charbon et gaz) afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, la Caisse continue sciemment de mettre en danger le bas de laine des Québécois.e.s. et tous nos efforts pour lutter contre les pires effets de la crise climatique. La CDPQ et le gouvernement du Québec ont maintenant un choix à faire: respecter l'Accord de Paris ou donner leur aval à un projet irresponsable et sans avenir », affirme **Émile Boisseau-Bouvier, analyste des politiques climatiques d'Équiterre.**

« Avec ce partenariat honteux, la Caisse discrédite ses prétentions vertes et va à l'encontre de la volonté de la majorité de la population du Québec qui s'oppose massivement à GNL Québec et au gaz produit par fracturation hydraulique. Elle ignore également les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie qui vient de statuer que de nombreux terminaux de GNL en construction devront être abandonnés pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degrés Celsius. La Caisse doit revoir de fond en comble ses politiques d'investissement et abandonner ce projet qui ne peut être réalisé qu'en jetant l'Accord de Paris aux poubelles », affirme **Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie à Greenpeace Canada.**

Les groupes rappellent aussi que d'après [un sondage Léger](#) datant de novembre 2020, la majorité des Québécois.e.s (54%) sont « défavorables » à un appui financier de l'État à ce projet, alors que deux fois moins (28%) de répondant.e.s se disent « favorables ».

-30-

## POUR INFORMATIONS

**Camille-Amélie Koziej Lévesque**, co-porte-parole de la Coalition Fjord  
(418) 550-3235 ; [comm.fjord@gmail.com](mailto:comm.fjord@gmail.com)

**Anthony Côté Leduc**, Équiterre  
514-605-2000  
[acoteleduc@equiterre.org](mailto:acoteleduc@equiterre.org)

**Gabriel Marquis**, Nature Québec  
581-307-8613  
[gabriel.marquis@naturequebec.org](mailto:gabriel.marquis@naturequebec.org)

**Patrick Bonin**, Greenpeace Canada  
514-594-1221  
[patrick.bonin@greenpeace.org](mailto:patrick.bonin@greenpeace.org)

Pour la Coalition Sortons la Caisse du carbone :

**Mélanie Busby** 514-233-8941 [helimelanie@yahoo.com](mailto:helimelanie@yahoo.com)  
**Sébastien Collard** 418-575-6147 [coursebas@hotmail.com](mailto:coursebas@hotmail.com)